

N° 715

La lettre

L'hebdo d'information des décideurs en Paca
13 septembre 2010

SUD INFOS

ENTREPRISES ET INSTITUTIONS TRAITÉES DANS CE NUMÉRO

| | |
|---|----|
| Air liquide (13) | 4 |
| Autrement bois (83) | 5 |
| Bourjac (04) | 5 |
| Care (13) | 8 |
| Centre national de référence santé à domicile et autonomie-CNRSDA (06) | 7 |
| Christian Potier (84) | 3 |
| Clinique Rambot (13) | 8 |
| Constructa (13) | 2 |
| Culturespaces (75) | 9 |
| Cybernetix (13) | 3 |
| Deloitte (13) | 6 |
| ECM international (13) | 4 |
| EDF(05) | 3 |
| Euromed (13) | 9 |
| Fonçage horizontal (83) | 8 |
| Foratech (33) | 4 |
| GL Import (06) | 8 |
| Groupe TAM (84) | 8 |
| Heaven Climber (13) | 4 |
| ICDD (13) | 4 |
| Immobilier 06 | 5 |
| Jerôme Antoine groupe (04) | 8 |
| Joa groupe (66) | 10 |
| La Grande Récré (84) | 8 |
| Le Sauze (04) | 10 |
| Leclerc (06) | 6 |
| Lepanierpaysan.com (84) | 3 |
| Marseille Vitrolles Rugby (13) | 1 |
| MCM consultants (13) | 9 |
| Mericq (47) | 8 |
| Médecins sans frontières - MSF (Genève) | 4 |
| Novadem (13) | 3 |
| Onet (13) | 6 |
| Onet sécurité vidéo (13) | 6 |
| Pays d'Aix habitat - PAH (13) | 10 |
| Préfecture du Var | 11 |
| Pro thermie confort (13) | 8 |
| Rayola-Ypocamp (13) | |
| Secuderm (13) | 4 |
| Sek électricité (13) | 8 |
| Semaloc (13) | 8 |
| Setor (13) | 4 |
| Sirius (06) | 5 |
| SNC Lavalin (Canada) | 4 |
| Société française des habitations économiques -SFHE (13) | 6 |
| Société nouvelle Carasso (84) | 8 |
| The Bakery (13) | 6 |
| Transport affrètements Méditerranée (84) | 8 |
| Ville de La Seyne-sur-Mer (83) | 10 |
| Voyageurs associés (13) | 9 |
| Zone de la Flodranche (05) | 10 |

SPORT & LOISIRS

Marseille Vitrolles Rugby pénalisé, rétrogradé mais... motivé

Définitivement rétrogradé en Fédérale 2 pour des raisons financières, le club marseillais - désormais baptisé "Stade Phocéin" - veut repartir sur des bases plus saines. Une nouvelle direction a pris les rênes du club, toujours avec la même ambition d'ascension, malgré un budget et un effectif en diminution. Pourtant, 1,5 M€ vont être réinjectés dans le club, et un projet de nouveau stade est dans les cartons.

EXCLUSIF 13. MARSEILLE. Le monde de l'ovalie ne tourne décidément pas rond à Marseille. Il y a un an, Marseille Vitrolles Rugby annonçait son entrée en Bourse pour préparer une éventuelle accession en Pro D2 (2^e division). Le club marseillais s'est finalement préparé à la hâte à une rétrogradation... Après le CNOSEF, le tribunal administratif a en effet confirmé la décision de la DNACG de rétrograder l'équipe en Fédérale 2 (4^e division). L'organe de contrôle de gestion des clubs de rugby critique la gestion du club entre 2006 et 2008. Il met en cause un contrat de partenariat de 500 K€ qui n'a pu être payé et compensé dans le capital du club, ainsi que plusieurs risques en termes de charges sociales. "Ce qui nous révolte, c'est que la DNACG se base sur des suppositions et non des faits avérés. Conséquence : le différentiel entre notre budget positif certifié par un commissaire et le budget avancé par la DNACG est de 1,6 M€, dû à une erreur comptable", explique **Geoffrey Dugnac**, le nouveau directeur général. De son côté, le président du Comité de Provence, **Patrick Buisson**, "regrette qu'à Marseille on n'arrive pas à installer durablement un club au haut niveau. D'autant que l'ovalie a les moyens d'exister malgré l'OM. Mais je reste sceptique sur la volonté politique... Il faut voir maintenant si les partenaires vont continuer à suivre le club ?" Pour le moment, ça semble être le cas. Le club annonce en

effet un budget sponsoring de 800 K€, malgré le départ de trois sponsors. "Notre situation financière est bonne, notre bilan est positif. Nous avons plus de 70 actionnaires qui ne se sont pas désolidarisés de notre projet et qui, via la Phocéenne d'investissement, sont même en train de réinjecter 1,5 M€", affirme **Geoffrey Dugnac**. Le budget 2010/2011 devrait toutefois être "en légère baisse" par rapport 2009 - de 2,4 M€ - mais "très convenable, en servant les boulons". En effet, malgré le maintien des conditions salariales, la masse salariale a diminué avec la réduction du groupe sportif de 37 à 27 joueurs. Mais l'ambition demeure l'ascension en Pro D2.

Avec cette rétrogradation, le club veut repartir sur des bases saines avec un nouveau nom. Non liquidée, l'association a en effet fusionné en juin avec Marseille Aix Rugby, pour devenir Le Stade phocéin. Un nouveau nom qui s'est accompagné d'un changement de direction, avec l'arrivée de **Gilles Carassic** et de **Jean-Philippe Claret**, respectivement à la tête de l'association et de la SASP. Le club va également remédier à son problème d'infrastructure : un nouveau stade de 15 000 places et d'un montant de 30 M€ devrait en effet être inauguré d'ici à 2016, avec une première tranche livrée dès 2014.

Denis Anniel



académie Aix-Marseille



Greta

ENSEMBLE, DÉVELOPPONS VOS COMPÉTENCES !



MARSEILLE GRETA FORMATION

LA FORMATION CONTINUE.

Choisissez le 1er réseau de formation continue pour professionnaliser vos salariés :

)))))))))))))))

))) 150 modules professionnels, 80 diplômes
))) Bilans de compétences, VAE...

Tél : 04 91 14 13 75 - www.gretanet.com

DIXIT


Marc Pietri

PDG de Constructa

"Il faut un **plan Marshall** du logement"

Marc Pietri, PDG de Constructa, effectue un tour d'horizon de la conjoncture et des projets qu'il porte à Marseille. Libres propos.

Comment se porte le marché immobilier ?

Il est toujours porté par le Scellier. Mais il reste fragile, victime des incertitudes qui planent sur l'avenir des dispositifs incitatifs. Quand vous achetez, vous vous projetez dans le futur. C'est un pari. Or, Benoist Apparu, le secrétaire d'Etat au Logement passe sa vie à dire qu'il va réformer l'immobilier en supprimant les avantages fiscaux, sans préciser lesquels... Si ça continue, il y aura un remaniement et la réforme n'aura pas vu le jour. En juin, lors du congrès de la FPC à Marseille, il est même allé jusqu'à déclarer que les promoteurs devaient faire beaucoup plus avec beaucoup moins ! Le logement devrait être une priorité nationale. Il manque 900 000 logements en France. Depuis trois ans, le secteur de la construction s'est maintenu grâce aux dispositifs gouvernementaux : Pass-Foncier, TVA à 5,5% dans les zones Anru, PTZ... Ces mesures de soutien ont permis de passer l'infarctus de l'automne 2008.

Ces mesures n'ont-elles pas déstructuré le marché ?

On produit entre 90 et 95 000 logements par an dans le pays, en comptant les résidences étudiantes, les EHPAD... 80% de ces logements sont des produits de défiscalisation. Ce n'est pas en produisant des logements à 10 000 euros le m² comme sur la Côte d'Azur que l'on va résoudre la crise du logement. En réalité, on ne loge que 35 000 familles, essentiellement dans du collectif. Entre l'offre et la demande, il y a donc un écart de 1 à 3. On néglige la primo-accession qui est pourtant le cœur du marché. Il faut absolument reformater notre mode de production. Le système actuel est trop long, trop coûteux et, in fine, pas assez efficace.

Vous êtes pessimiste...

Je suis lucide. Un programme Scellier est vendu en deux mois par le réseau des investisseurs. Or, n'oubliez pas les contraintes que nous posent les banques : il faut que nous ayons vendu au moins 50% d'un programme pour obtenir des financements. On n'échappe pas aux règles du marché.

Comment desserrer l'étau ?

Il faut un plan Marshall du logement. Malheureusement, on n'en prend pas le chemin... Si ça continue, les promoteurs vont mourir en bonne

santé. Le logement ne doit pas devenir un produit financier.

Produire pour les primo-accédants, c'est justement le pari de Propria, la marque que vous avez lancée avec le Crédit foncier.

L'ambition, c'est de produire 2 000 logements par an dans les zones Anru, éligibles au taux de TVA à 5,5%. On cible la demande locale. On souhaite accompagner les primo-accédants dans le dédale du parcours immobilier. C'est crucial quand on voit l'état d'alerte sur les retraites. De même, on essaie de bâtir nos projets ensemble, avec les collectivités, en surmontant les obstacles main dans la main. Ça marche au Val Fourré à Mantes-la-Jolie, sur la ZUP de Berthe à la Seyne, sur la porte d'Aix à Marseille... Le programme Le Village que nous réalisons sur l'îlot Bernard du Bois marche fort : on a vendu 110 des 156 logements. Idem pour la résidence hôtelière : en un mois, nous avons enregistré 50 réservations (sur 100 appartements, ndlr). On veut continuer à investir sur Euro-méditerranée. Il y a tellement de choses à faire...

"Si ça continue, les promoteurs vont mourir en bonne santé. Le logement ne doit pas devenir un produit financier".

Les Quais d'Arc ont pâti de la crise. Les travaux ont enfin démarré...

Effectivement. Le chantier a démarré au début de l'été. Les parkings ont été vendus à Vinci et à la Caisse d'Epargne, cette dernière ayant en outre acquis le premier immeuble de bureaux, signé Roland Carta, qui doit voir le jour au premier semestre 2013. Cette première phase représente un investissement de 77 M€. En 2011, nous lancerons la pré-commercialisation des trois tours. La tour d'Yves Lion devrait accueillir un Novotel de 150 chambres et nous sommes en négociation avec le groupe Citadines. On pousse vers l'excellence. Le site exceptionnel mériterait un quatre étoiles. Pour la tour H99, de Jean-Baptiste Pietri, nous en sommes à une centaine de pré-réservations d'appartements. La tour de Jean Nouvel, enfin, accueillera des entreprises tertiaires. Ces deux unités sortiront ensemble à l'horizon 2015.

Y aura-t-il un ou plusieurs investisseurs ?

Nous aurons un partenaire pour chaque tour. Mais pour signer les contrats, on attend que les travaux soient entrés dans le vif du sujet.

William Allaire

AGENDA ÉCONOMIQUE

Mardi 21 septembre

● 8h30-16h30. **Déchets et sous-produits industriels : nouveaux matériaux et débouchés.** Une journée de rencontres et d'informations techniques, économiques et juridiques, organisée dans le cadre des Rendez-vous CCIMP du Développement durable. A cette occasion aura lieu le lancement officiel du Guide régional de la gestion des déchets Paca. A la CCI Marseille Provence. Inscription avant le 14 septembre : Maria Napoletano Fax : 04 91 13 86 19 ou maria.napoletano@ccimp.com

Mercredi 22 septembre

● 18h. **"Facteurs clés de réussite et pièges d'une croissance externe".** Conférence-débat organisé par le Club entreprise du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, en Partenariat avec la CEFIM, l'UPE13 et Reprendre & Transmettre Magazine. Avec le témoignage d'un chef d'entreprise de la région et les conseils de cinq experts. Au Carré d'Aix - 190 rue Pierre Duhem Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence. Rens : 04 42 24 40 26 ou mail : contact@entreprises-aix.com. Site : www.entreprises-aix.com

Jeudi 23 septembre

● 18h30. **Start'Up Factory.** Soirée organisée par le Club Sophia Business Angels pour tous ceux qui ont envie de créer une Star up ou d'aider une jeune entreprise innovante à démarrer ou à se développer. La soirée sera ponctuée d'interventions d'experts et de porteurs de projets. Aux Espaces Antipolis, à Sophia Antipolis. Inscription en ligne : info@sophiabusinessangels.com Rens.04 93 00 60 25.

● 8h30-12h30. **"Savoir élaborer un Business Plan efficace"**, module organisé dans le cadre des jeudis de Finances et Conseil Méditerranée (FCM). Des professionnels qualifiés aideront les PME à maîtriser cet outil de présentation et de structuration de l'entreprise. Agroparc d'Avignon. Rens. Alice Pagès au 04 91 39 33 68 ou contact@financesmediterranee.com

Plus d'infos tous les jours dans l'agenda économique de la e-lettre de Sud Infos

Zoom

Vie des entreprises

Territoires

Projecteur

Décideurs

ROBOTIQUE

Cybernetix se déploie à l'international

EXCLUSIF MARSEILLE. Avec un chiffre d'affaires sur le 1^{er} semestre 2010 en hausse de 38,3%, à 18,8 M€, et un résultat net passé de 0,18 M€ à 1,36 M€ par rapport à la même période en 2009, le groupe marseillais d'équipements et systèmes robotisés pour milieux hostiles Cybernetix confirme et conforte sa marche en avant, entamée il y a trois ans avec une réorganisation complète de ses activités. Désormais centrée sur l'énergie (pétrole-gaz, nucléaire), en croissance de plus de 36% sur le semestre, Cybernetix SA finalise l'ouverture d'une filiale à Rio, au Brésil, pour proposer son offre au géant pétrolier brésilien Petrobras. Désendettée et dotée de fonds propres plus conséquents grâce à ses résultats, elle envisage également une éventuelle croissance externe. "Elle aura un objectif précis, confie le PDG, **Gilles Michel** : nous renforcer sur nos métiers et non pas nous diversifier. Cette stratégie sera conduite avec prudence, mais c'est une évolution naturelle pour Cybernetix si nous voulons continuer à exister à l'international, au vu des projets en cours dans le monde". Désireuse de mieux équilibrer dans les prochains mois son activité "Energie" entre pétrole-gaz et nucléaire, respectivement à 66% et 17% du chiffre d'affaires consolidé du groupe en 2009 (29,32 M€), "grâce à des perspectives en discussion dans le nucléaire que nous espérons conclure", l'entreprise programme à nouveau pour 2011 une croissance à deux chiffres. En ce qui concerne sa filiale "Industrie" CyXplus, ciblée sur le contrôle industriel non destructif, et dont les principaux clients relèvent des secteurs pharmaceutiques et pneumatiques, la volonté de trouver un repreneur reste à l'ordre du jour, d'autant plus que cette activité semble aujourd'hui plus attractive, suite à la restructuration menée l'an dernier. Le chiffre d'affaires de CyXplus a crû de 52% au 1^{er} semestre 2010 par rapport à celui de 2009, et sa rentabilité s'est améliorée. Il devrait progresser d'environ 20% sur l'année. "Nous privilégions l'option d'une cession complète", indique Gilles Michel. La filiale emploie une trentaine de collaborateurs sur les 160 du groupe.

Jean-Christophe Barla

● Site internet : www.cybernetix.fr

ENERGIE

EDF va investir des millions pour la rénovation du barrage de Serre-Ponçon

EXCLUSIF 05. SERRE-PONCON. 50 ans après le premier coup de turbine et un investissement global de près de 80 M€, le barrage de Serre-Ponçon se porte toujours aussi bien. Mais EDF production Méditerranée, concessionnaire de la retenue hydroélectrique, prévoit de multiplier les travaux, pour un montant global de 360 M€, d'ici à 2014. Objectif : maintenir en forme ce véritable géant de pierre et d'argile. La filiale d'EDF va ainsi investir 40 M€ l'année prochaine pour rénover et améliorer le tronçon de 21 km du canal de Curbans. Plusieurs dizaines de millions d'euros seront également affectés à aménager la Durance et le Verdon. "Les quatre turbines de la centrale vont également être rénovées sur quatre ans, permettant de gagner à la fois en fiabilité et en rendement", annonce **Vincent Rivière**, directeur d'exploitation Verdon-Durance pour EDF production Méditerranée. Le barrage de

Serre-Ponçon, qui est le premier site touristique haut-alpin, devrait ainsi produire plus de 700 millions de KWh et irriguer plus de 100 000 ha de terres agricoles. DA

AGROALIMENTAIRE

Christian Potier mise sur un nouveau segment

EXCLUSIF 84. MONTEUX. Christian Potier (sauces, tartinales et aides culinaires) mise sur le développement d'un nouveau segment de marché avec la restauration hors foyer et l'industrie, des secteurs qu'il attaque avec la mise sur le marché de nouvelles gammes qui sortiront début 2011 et au printemps prochain. Bousculées par le retard pris dans la vente de l'ancien site, les finances de la société ont été régénérées par une augmentation du capital (2,5 M€), réalisée dans le cadre de la loi Tépca. Fort de ce rééquilibrage, l'industriel vise aussi un développement à l'international en commençant par les pays d'Europe où il s'est fait connaître en remportant, en 2008 et 2009, le grand prix tendance et innovation avec ses

dosettes. Ce produit innovant à emballage souple suscite également l'intérêt de pays plus lointains comme le Japon, le Canada et les Etats-Unis. L'entreprise, qui a réalisé un CA de plus de 10 M€ en 2009, vise une augmentation de 5 M€ dans les trois ans à venir. L'effectif ayant dépassé la barre des 50 collaborateurs. Un comité d'entreprise sera créé en 2011. Quant à la vente de l'ancien site, elle devrait, selon le PDG, se conclure rapidement. BS

Lepanierpaysan.com prépare trois nouvelles plateformes

EXCLUSIF 84. L'ISLE-SUR-LA-SORGUE. Lepanierpaysan.com, service Internet de livraison à domicile de produits de l'agriculture locale, s'apprête à doubler le nombre de ses plateformes (Provence, Drôme et Pays de Loire) en ouvrant trois nouvelles plateformes en Auvergne, à St-Etienne et dans le Var. Elles sont en cours d'installation. L'unité de Nantes a embauché son premier salarié, et celle de la Drôme est en recrutement. Dans le même temps, **Alexi Fiorucci**, créateur du concept a revu son site Internet. Réalisée

avec l'agence Tina (Marseille) et Atonys Technology (Nîmes), la nouvelle mouture du site sera en ligne le 16 septembre prochain. Elle proposera de nouvelles options avec, en plus des paniers standard, de nouvelles façons d'accéder aux différents paniers proposés : entrée par produit à la carte, ouverture sur la communauté afin de permettre à un acheteur de venir se greffer sur une commande en y ajoutant ses propres commandes, proposition de points relais pour répondre à l'attente de 60% des utilisateurs, même si 80 % veulent une livraison à domicile ! L'exercice 2009 s'est clôturé autour de 1 M€ (CA consolidé du réseau). BS

AERONAUTIQUE

Novadem prête au décollage

EXCLUSIF 13. MEYREUIL. Avec moins de 100 K€ de CA en 2009, Novadem semble moins bien décoller que les drones qu'elle met au point en pépinière à Meyreuil. Pourtant, elle embauche et cherche un local de 300 m² en vue de produire ses modèles. **Pascal Zunino** et son frère **Eric**, avec un troisième actionnaire, **Fabien Paganucci**, se sont entourés de huit collaborateurs. C'est que la direction générale de l'Armement, c'est-à-dire le ministère de la Défense, soutient la R&D de cette TPE née en 2006. Novadem a aussi vécu de son activité de conseil, notamment au groupe Parrot pour la mise au point de son AR Drone grand public, piloté par iPhone. La société a arrêté son plan de vol : elle développe à moyen terme un drone militaire d'assistance à fantassin, le NX110 M, tout en progressant plus vite avec son drone d'inspection d'ouvrages d'art, U 130, pour lequel un marché serait mature selon Pascal Zunino, qui présente son engin à Bordeaux les 15-16 septembre à l'UAV Show Europe. Deux machines ont déjà été vendues, mais l'entreprise se refuse à communiquer le nom du client. Elle est plus discrète sur ses besoins et ses espoirs : "Nous pensons réaliser 15 M€ de CA sous cinq



Zoom

Vie des entreprises

Territoires

Projecteur

Décideurs

PHARMACIE

ICDD met une "sentinelle cellulaire" au service des économies de R&D

EXCLUSIF 13. MEYREUIL. "L'échec de la mise au point des médicaments explique largement les coûts astronomiques de la recherche pharmaceutique, car on s'aperçoit de leurs effets non désirés assez tard dans le processus", diagnostique **Nathalie Compagnone**, créatrice d'ICDD avec **Sophie Salvat**. Il s'agit donc pour elles de trouver le moyen de dire vite aux labos s'ils vont dans l'im-passe ou non. Chercheur en neurosciences de l'UCFF, l'université de Californie, Nathalie Compagnone a quitté son labo US de Neurotrauma il y a cinq ans, après une formation à la bio entreprise dans la même université, pour développer un test de toxicité qui dise très vite aux chercheurs si le médicament étudié sera ou pas rejeté par l'organisme soigné. "La mitochondrie, qui est une organelle, c'est-à-dire ce qui régule la vie de la cellule et lui permet de respirer, maintient les agresseurs hors la cellule. Cette sentinelle est donc un bon marqueur de toxicité". En 2006, Nathalie Compagnone rencontre à l'école Euromed Marseille Sophie Salvat, ex responsable qualité du laboratoire Genopietics (01, Miribel). Après leur master de management, elles intègrent la pépinière du pays d'Aix, à Meyreuil, passent un accord de partenariat avec l'Ecole internationale de micro-électronique de Gardanne, déposent deux brevets, en préparent trois autres, lèvent des fonds auprès de trois capitaux risqués : Proencia, Cap création, la Banque populaire provençale et corse "afin de parvenir à automatiser nos solutions pour raccourcir encore les délais pour nos clients". Une dernière étape pré-commerciale vient d'être franchie : en juillet, huit sociétés pharmaceutiques ont fait tester... le test d'ICDD, par le BET indépendant Drug Executive Council Safety (DSEC) et accordé leur validation. Etape suivante : le contact avec le marché US, identifié comme incontournable, lors du salon Biopharm, à Boston, du 14 au 17 septembre.

Michel Neumuller



ans, et recherchons activement des partenaires commerciaux à l'étranger, car en 2011 nous exporterons dans cinq pays", qui ne seront pas plus nommés que les clients, pour cause de concurrence féroce. MN

CHIMIE

Air liquide renforce la traçabilité de ses bouteilles de gaz

VITROLLES. Testé et mis en œuvre d'abord en Suisse et sur de "petits" pays européens, le nouveau système de traçabilité des bouteilles de gaz industriels et alimentaires, issu de la branche "gaz industriels marchands" d'Air liquide, s'implante progressivement sur l'unité industrielle de Vitrolles (13) où est également positionnée la direction régionale Sud-Est. Sous le nom de "Servitrax", il vise à identifier chaque bouteille par un code-barres afin de la suivre, tout au long de sa vie, grâce à une base de données unique, dans les flux d'Air liquide avec ses 230 000 clients, servis en direct ou via des distributeurs. En France, deux millions de bouteilles sont concernées et 700 utilisateurs dans le groupe. Le déploiement sur les

20 sites industriels d'Air liquide doit s'effectuer au cours du 3^e semestre 2010.

L'investissement nécessité par le changement de système reste confidentiel, mais la mise au point du dispositif a mobilisé une équipe de quinze personnes durant deux ans. Le leader mondial des gaz pour l'industrie, la santé et l'environnement (42 300 collaborateurs pour 12 Md€ de CA) espère ainsi aider ses clients à mieux gérer leurs stocks et leurs besoins. JCB

● Directrice régionale : **Vanessa Schneider**. Chargé de mission Servitrax : **Sébastien Boden**. Site internet : www.airliquide.fr

BIOMEDICAL

Les kits de **Secuderm** partent au Cameroun avec **MSF**

EXCLUSIF MARSEILLE. Secuderm, créateur d'un pansement étanche qui bénéficie déjà de la reconnaissance du milieu médical, vient de voir son produit partir pour le Cameroun avec une mission de Médecins sans frontières. Les kits de Secuderm serviront à panser les plaies des enfants souffrant d'ulcères à l'estomac. Ce nou-

veau produit vient également de bénéficier d'une parution dans le journal de la Société française et francophone des plaies et cicatrisation, un support incontournable en dermatologie. La levée de fonds annoncée est toujours en cours. JG

● PDG : **Eric Gilli**.

INGENIERIE

SNC Lavalin se marie avec **Setor**

EXCLUSIF MARSEILLE. Setor, entreprise d'ingénierie générale du bâtiment, se vend au groupe canadien SNC Lavalin, un des plus grands groupes mondiaux d'ingénierie et de construction. Chez Setor, on explique que "ce rapprochement est un mariage avec la volonté de se développer autrement. Notre entreprise se porte bien". S'accoupler à un gros groupe permettra donc d'accéder à d'autres marchés, en s'appuyant sur les apports techniques et les compétences complémentaires du Canadien, et ainsi de toucher d'autres marchés comme les hôpitaux, les stations d'épuration, etc. De son côté, cet achat permet à SNC Lavalin de renforcer sa présence dans le Sud-

est de la France, en profitant de la notoriété d'une entreprise régionale. Créée en 1966, elle compte aujourd'hui 65 collaborateurs, sur trois sites principaux (Aix, Marseille et Nice) et trois entités annexes (Briançon, Toulouse et Monaco), et réalise un chiffre d'affaires de près de 7 M€. Quant au groupe canadien, il pèse 22 000 personnes dans le monde et réalise un chiffre d'affaires de 4,05 Md€. ZM

Trois candidats à la reprise d'**ECM international**

EXCLUSIF MARIGNANE. Engineering construction management (ECM) international était en redressement judiciaire depuis le 8 juillet dernier. La société, dont la filiale parisienne est en RJ également, est spécialisée dans l'ingénierie et l'assistance technique du secteur pétrolier offshore et onshore. Très bien implantée en Afrique, où elle est présente en Algérie, Angola, Gabon, Cameroun et Congo, elle l'est aussi en Asie : en Inde et en Indonésie. L'administrateur judiciaire, M^e Michel Gillibert (Aix), a lancé immédiatement un appel d'offre de reprise et trois candidats se sont présentés : Ipas, un groupe chypriote ; Interdevelop (Paris) et Ingerem (Paris). La reprise concerne le fonds de commerce et une trentaine de salariés sur 49. L'offre la mieux disante serait celle d'Ipas. Le tribunal de commerce a mis son jugement en délibéré. JG

● Pdt : **Jean-Luc Nicolai**, CA 2009 : 17, 62 M€.

BTP

Le groupe **Heaven Climber** rachète **Foratech**

AIX-EN-PROVENCE. Heaven Climber poursuit sa stratégie de croissance externe. Le groupe aixois, spécialisé dans les travaux spéciaux du BTP, vient d'acquiescer Foratech (Martillac, 33), PME familiale de la région bordelaise. "Cette opération, explique **Jean-Marc Delrieux**, PDG fondateur du groupe, nous permet d'étendre

Zoom

Vie des entreprises

Territoires

Projecteur

Décideurs

BTP

Optimiste, Bourjac programme des investissements à Manosque

EXCLUSIF 04. SAINT-VINCENT-SUR-JABRON. Sous le joug d'un plan de redressement judiciaire, la société familiale Bourjac, spécialisée dans la gestion de carrières et la production de bétons prêts à l'emploi, a programmé de réaliser de nouveaux investissements sur son site de Manosque. Le projet prévoit le réaménagement de la centrale de béton prêt à l'emploi, actuellement semi-mobile, qui va devenir fixe avec une augmentation de la capacité de production de 60 à 80 m³/heure. L'édification d'un bâtiment de 1 200 m² est également inscrite au programme. Ces installations seront équipées de panneaux photovoltaïques afin d'atteindre un bilan énergétique positif. Bourjac appartient au groupe familial Figuière, basé à Saint-Vincent-Sur-Jabron (04), qui réunit notamment les sociétés Guiramand (Remollon, spécialisée dans la réalisation de travaux de terrassement et de travaux publics) et Matériels services (Saint-Vincent-sur-Jabron, spécialisée dans la location de matériel TP). Elle s'est dotée, il y a plus de sept ans, d'un laboratoire d'analyses lui permettant de proposer une référence de plus de 120 bétons spécifiques. Elle a notamment fourni à Eiffage et Razel une grande partie des bétons utilisés pour l'ITER et des ouvrages pour le futur réacteur de Cadarache. Sur Manosque, l'entreprise a également programmé d'augmenter sa plateforme de recyclage de gravats et de terres. Bourjac exploite des carrières à Montfort, Beaumont-de-Pertuis, Saint-Eucher et Manosque. Confiante, elle présentera son plan de continuité le 14 septembre prochain. Par ailleurs, selon nos informations, la famille Figuière a entamé une réflexion en vue de réorganiser l'ensemble de ses sociétés. Cette réorganisation pourrait passer par la création d'une holding de tête. Les trois sociétés familiales réunissent plus de 100 personnes et affichent un CA consolidé de plus de 12 M€. Elles rayonnent sur le département des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes et du Vaucluse.

Pascal Burgues

notre couverture géographique à la façade atlantique et à la région parisienne ainsi que d'intégrer de nouvelles expertises". Foratech (CA 2009 : 20 M€) est spécialisée dans les fondations spéciales (techniques de pieux) et s'appuie sur un réseau d'agences basées à Bordeaux, Nantes, Poitiers, Caen et Saint-Ouen l'Aumône. Heaven Climber (CA 2009 : 45 M€, effectif : 270), dans sa nouvelle configuration, prévoit un chiffre d'affaires de 75 M€ en 2011 et vise les 100 M€ en 2014. Le groupe, solidement implanté dans le Grand Sud depuis sa

création en 1991 à Nice, a ouvert des filiales en Andorre et en Espagne, en 2009, et compte développer des activités dans la zone des Caraïbes à partir de son agence en Martinique. Jean-Marc Delrieux, qui avait cédé 25% du capital de la société holding qui coiffe le groupe à BNP développement et CIC Banque de Vizille en 2007, reste l'actionnaire majoritaire. CN

● Foratech, CA 2009 : 20 M€, RN : 860 K€, effectif : 70.

Autrement bois change de cabane

EXCLUSIF 83. LE MUY. Trop à l'étroit et pour être dans ses propres murs, la société varoise Autrement bois a programmé de se transférer sur un nouveau site de la commune varoise du Muy. Le projet porte sur l'édification d'un bâtiment de 400 m². Le nouvel outil de production sera situé sur la zone industrielle des Ferrières. Le dossier en est au stade des autorisations administratives. Les premiers coups de pioche sont attendus d'ici la fin de cette année. L'entreprise est spécia-

lisée dans tous les travaux de menuiserie intérieure. Elle intervient aussi bien sur la pose de planchers et de parquets que sur l'aménagement de placards, de salles de bains et de cuisines. Elle est positionnée sur le secteur de la maison individuelle et s'adresse principalement aux particuliers. Elle assure également, à la demande, une activité de fabrication de meubles traditionnels et contemporains. Autrement bois rayonne principalement sur le département du Var. PB

IMMOBILIER

Sirius : les prix de l'immobilier en hausse de 3% dans le 06

NICE. Les prix ont progressé sur un an de 3% sur le marché de l'immobilier dans les Alpes-Maritimes selon Sirius, l'observatoire immobilier de la CCI Nice Côte d'Azur. Les transactions (1^{er} semestre 2010 par rapport au 1^{er} semestre 2009) dans le neuf ont reculé de 14% en raison d'un déficit d'offres. Le stock dépasse à peine les 2 000 logements, avec un délai d'écoulement inférieur à huit mois, 48% des ventes rentrent dans le cadre de l'investissement locatif, loi Scellier, un pourcentage inférieur à la moyenne nationale qui atteint 60%. Dans l'ancien, les transactions enregistrent une hausse de 33%, une performance qu'il faut relativiser selon le président de la Fnaim 06, **Pierre Laurent**, compte tenu de la sévère cor-



PRIMAVERIS
le capital risque de l'innovation

SAMENAR
le capital investissement des PME

PROENCIA
le capital initiative des TPE

PROXIPACA
FINANCE

PÔLE RÉGIONAL DE CAPITAL INVESTISSEMENT

Groupe PROXIPACA Finance
91, Rue Paradis - 13006 Marseille
Tel : (33) 04 88 66 90 00 - www.proxipaca.fr

SERVICES

Deloitte prépare la 10^e édition de son palmarès

MARSEILLE. Deloitte prépare la prochaine édition de son palmarès Technology Fast 50 qui se déroulera le 16 novembre prochain à Marseille. Ce palmarès, qui fête cette année sa dixième édition, récompense les entreprises qui ont connu le plus fort taux de croissance au cours des cinq dernières années. Il concerne essentiellement les entreprises du secteur de l'informatique, des Télécoms, de l'électronique, de l'Internet des biotechnologies et de l'environnement. Organisé en partenariat avec Nyse Euronext, Croissance plus Oséo, la Caisse d'Epargne, l'ADEN, Michael Page et la Lettre Sud Infos, le palmarès est placé cette année sous le thème de "la croissance habile". Si vous êtes une entreprise française indépendante, innovante, titulaire de brevets et investissant en R&D. Si vous avez réalisé un chiffre d'affaires d'au moins 50 K€ en 2005 et si vous avez clôturé quatre exercices fiscaux complets, vous pouvez vous inscrire en ligne jusqu'au 5 octobre sur www.fast50france.com. L'édition 2009 avait rassemblé 51 candidats, ce qui fait de la région Méditerranée (Paca + LR), la région la mieux représentée après l'Ile de France. Beaucoup de sociétés comme Openplug, prix Oséo de l'an dernier, Darwin Intercative, Bleu Roy... participent régulièrement à ce rendez-vous qui, outre la notoriété pour les lauréats, constitue aussi un moment d'échanges entre professionnels, et de rencontre avec les investisseurs potentiels. "Les lauréats de cette année se verront remettre une dotation de 5 K€ sous forme de prestations d'audit ou de conseil chez Deloitte", indique **Christophe Perrau**, associé chez Deloitte Audit, intervenant à mi-temps dans le Sud et en région parisienne. Le palmarès se déroulant simultanément dans sept grandes régions, les lauréats se retrouvent ensuite à Paris pour le grand prix national qui a lieu le 22 novembre, au Palais Brongniart. Ultime étape avant le Fast 500, trophée européen, qui se joue à Londres entre les lauréats des pays d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique.

Béatrice Somville

● *Manager en charge du palmarès au niveau régional : Erwan Lamour.*



rection à la baisse enregistrée l'année précédente. Les taux d'intérêt historiquement bas ouvrent aux actifs de nouvelles perspectives pour l'acquisition de leur résidence principale, 47% des ventes sont réalisées à un prix de vente au m² inférieur à 3 500 €, alors que le marché de la résidence secondaire n'a pas redémarré. Face à un déficit en logements pour actifs estimés à 3 500 par an dans les Alpes-Maritimes, la CCI vient de mettre en ligne un guide (www.guidedulogement06.com) pour accompagner ces actifs dans leur recherche. CN

La **SFHE** construit 84 logements en accession sociale AIX-EN-PROVENCE. Des logements en accession à la propriété à moins de 3 000 €/m² à Aix ? C'est le pari que s'est lancé la SFHE (Société française des habitations économiques), une ESH filiale du groupe Arcade (8 530 logements dont 2 500 dans les Bouches-du-Rhône). Une gageure qui aura bientôt la forme d'une élégante résidence de 84 appartements aux Milles. Le chantier, piloté par Dumez (groupe Vinci), et dont la première pierre a été

posée ce 7 septembre, devrait être livré au début de l'année 2012. Cet ensemble, conçu par l'architecte **Marc Farcy**, comprendra 84 logements en accession sociale répartis en six bâtiments (HPE) de deux étages. Un septième bâtiment, de 1 600 m², sera voué à l'accueil du nouveau siège régional de la SFHE et de la direction régionale sud du GIE Arcade promotion. Pour réussir à contenir les prix, la société a mobilisé l'arsenal des aides publiques. Les logements sont partis en un week-end... "On en aurait construit 160, on les aurait vendus sans problème", a souligné **François Bryckaert**, DG de la SFHE. La société ne compte pas s'en tenir là. Un tiers des 600 logements qu'elle prévoit de réaliser chaque année d'ici 2013 seront positionnés sur le segment de l'accession sociale. WA

interne par Telem, filiale d'Onet sécurité, déjà leader sur le secteur bancaire. Présidée par la SAS Onet sécurité, présidée par **Jean-louis Munos**, la nouvelle entité emploie huit collaborateurs. Le capital de la SAS (100 K€) est détenu à 85% par Onet SA et à 15% par CASD, société grenobloise spécialisée dans la vidéo surveillance. La nouvelle entité a pour objet la conception et le négoce de matériels et logiciels de vidéo-protection et périphériques associés réalisés par Onet sécurité vidéo. L'entreprise, qui intervient également dans les études, audit, conseil, formation et l'aide à la maîtrise d'ouvrage en vidéosurveillance, cible les marchés industriels d'envergure comme la vidéo surveillance des villes et les marchés multi-sites comme les réseaux bancaires. BS

commercialiser sa technologie d'éclairage 3D auprès de secteurs connexes. La technologie mise au point par deux anciens de DreamWorks (**Arnaud Lamorlette** et **Erwan Maigret**) permet d'assurer le réalisme visuel des films d'animation 3D à un moindre coût. Elle pourrait trouver rapidement des débouchés dans l'architecture, la conception assistée par ordinateur ou le design. De quoi assurer des revenus récurrents, plus solides que ceux engendrés dans l'industrie du cinéma. Convaincus par ce modèle, **Viveris Management** et **123Venture** viennent d'investir 1 M€ au capital de la société, qui reçoit également 750 K€ de subventions et avances apportées par Oséo, le Centre national du cinéma et le conseil général des Bouches-du-Rhône. Les fonds levés permettront de mettre en place des réseaux de distribution et des stratégies commerciales pour chaque secteur cible. L'objectif étant d'atteindre, d'ici à cinq ans, 15 M€ de chiffre d'affaires. FM

COMMERCE

Jean-Yves Kerbrat a repris l'hyper **Leclerc** 06. LE CANET. L'hypermarché Leclerc du Cannet (Melhodi SAS), propriété de la très active **Annie Courtade**, a changé de mains au début de l'été. C'est l'ancien propriétaire du Leclerc de Bollène (84), **Jean-Yves Kerbrat**, qui a repris cette affaire florissante via la société Kamelia. L'Hyper Leclerc a réalisé un chiffre d'affaires de 82,38 M€ pour un résultat net de 2,35 M€ (effectif : 254). Annie Courtade, qui avait racheté en avril, une moyenne surface Leclerc (Sodica) au Canet, a vendu son hypermarché pour se consacrer à son grand projet de centre commercial de Ranguin au nord de La Bocca : un projet à 52 M€ qui comprend un Leclerc, une maison de santé avec médecin, labo d'analyses, gynécologue, dentiste, radiologue, pharmacien, bar, restaurant, auto-école, commerces de proximité et 45 logements... JG

MULTISERVICES

Onet crée Onet sécurité vidéo

EXCLUSIF MARSEILLE. Le groupe Onet vient de se doter d'une nouvelle filiale dédiée à la surveillance vidéo, une activité qui était jusqu'ici traitée en

AUDIOVISUEL

The Bakery

change de cap 13. GEMENOS. Du cinéma à l'architecture... The Bakery, créé comme un studio d'animation, a peu à peu changé sa caméra d'épaule et entend désormais

ETUDES

Le Centre national de référence santé à domicile et autonomie planche sur l'avenir des seniors

NICE. Le Centre national de référence santé à domicile et autonomie (CNRDA), créé par le ministère de l'Industrie, a remis, six mois à peine après sa création, le fruit de sa mission "Vivre chez soi". Trois cents professionnels, parmi lesquels des industriels de toutes disciplines, ont participé, dans le cadre de cette mission à caractère national, à l'élaboration d'une feuille de route. Celle-ci donne les grandes directives pour amorcer un véritable changement de cap pour les décennies à venir. Ce changement correspond au désir de 90% des plus de 60 ans qui vivent chez eux, d'y rester le plus longtemps possible. Il induit l'accélération du développement et de la mise à disposition de nouveaux produits et services. Autrement dit, il y a là un marché à fort potentiel mais dont les besoins sont encore mal exprimés. On peut également penser que le manque de réponse claire à la question cruciale de savoir "Qui va payer ?", retarde également le décollage de la filière économique émergente. Présenté le 17 juin par **Nora Bera**, secrétaire d'Etat chargée des aînés, le rapport propose 18 mesures qui s'articulent autour des grands thèmes de l'évolution de l'habitat, des services à la personne et des technologies innovantes de communication. L'évolution de l'habitat pour vivre bien et longtemps chez soi passe notamment par une adaptation, une réhabilitation des logements, et pourquoi pas, la mise en place de nouvelles normes, pour prévenir les risques liés au vieillissement. "En matière de services à la personne, 80 métiers différents ont été identifiés", indique le professeur **Alain Franco**,

président du CNRDA, coordinateur de la mission. "Ce sont des métiers qu'il faut requalifier afin de leur redonner de la fierté. Il faut voir comment on pourrait élargir les compétences des intervenants à domicile, moderniser leurs moyens de travail, les sensibiliser à d'autres paramètres afin de prévenir les cas de dénutrition, de dépression ou de démence. Notre travail est de voir comment on peut aider ce secteur en organisant mieux le marché". Un marché où il est désormais clair que l'on va rapidement manquer d'intervenants. En ce qui concerne la facilitation de l'accès des aînés aux nouvelles technologies (visiophonie, domotique, réseaux sociaux...) il y a aussi matière à faire. Outre les produits, des formations très simples sont à mettre en place, à la fois pour les utilisateurs et pour les "aidants", afin de leur permettre d'utiliser avec un bénéfice optimal les nouveaux outils de communication. Ceux-ci permettant à la fois de rendre les aînés actifs et de lutter de manière efficace contre leur isolement. On est toujours dans la prévention, préalable indispensable au maintien de la personne vieillissante dans la société. Organiser le marché, et sous l'angle de l'innovation en faire un levier économique, c'est l'objectif sous-jacent à la mission. Reste à créer un volume suffisant pour pouvoir accéder à des prix raisonnables ! Le CNRDA, qui emploie six personnes, devrait doubler son effectif dans les mois qui viennent.

Béatrice Somville

● Directeur général : **Bruno Charrat**.



L'alliance des compétences pour le développement des projets des entreprises en Méditerranée.

[Une relation durable, ici, ça change la vie.]

interMed
Accélérateur de business
en Méditerranée

www.intermed-trade.com

N°Azur 0810815175

Coût d'un appel local depuis un téléphone fixe en fonction de votre opérateur téléphonique



ALPES PROVENCE
banque et assurances

www.ca-alpesprovence.fr

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL ALPES PROVENCE / Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit. Siège social situé 25, Chemin des trois Cyprès, 13097 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2 / R.C.S. 381 976 448 Aix-en-Provence. Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 019 231. N° Intracommunautaire : FR68381976444.8

Zoom

Vie des entreprises

Territoires

Projecteur

Décideurs

SANTÉ

Clinique Rambot : au feu les recours !

AIX-EN-PROVENCE. Les opposants au projet de la polyclinique Rambot au pied du massif du Montaignet ont passé un été studieux. La SCI Les Bornes, promoteur du projet, ayant obtenu son permis de construire le 1^{er} juillet, ils avaient deux mois pour intenter leurs recours. Un compte à rebours crispant. "Trois mois pour obtenir un permis, c'est un record à Aix ! Comme par hasard, le sésame est arrivé en pleine pause estivale...", ironise **Martine Coste**, présidente de l'association des Amis du Montaignet, en pointe dans la fronde anti-clinique. Cette professeure de lettres, loin de l'image "du riche propriétaire aux intentions troubles" véhiculée par les gérants de la polyclinique, soupçonne la municipalité de s'ingénier à mettre des bâtons dans les roues des adversaires du projet : "Dès le 5 juillet, j'ai demandé au service urbanisme de la ville qu'il nous communique le contenu du permis. J'ai dû attendre trois semaines et me fendre d'un envoi de recommandé pour avoir enfin accès au document". Sans livrer les détails de l'argumentaire, la présidente fournit quelques pistes. Premier axe : le permis ne prévoit ni la crèche, ni les logements de fonction, pourtant annoncés par les promoteurs. "C'est étonnant. Ces éléments ont-ils été abandonnés ? Ou seront-ils l'objet de demandes de permis ultérieures ? Si c'était le cas, on ne comprendrait pas ce saucissonnage", observe Mme Coste. Deuxième grief : la taille de la clinique. "330 m de long, c'est 6 m de plus que la hauteur de la Tour Eiffel". En attendant l'issue de ce recours, un premier acte de la bataille judiciaire devrait se jouer en novembre, lorsque le tribunal administratif tiendra son audience sur le recours intenté contre la révision simplifiée du POS (votée le 3 novembre 2009). "Notre dossier est solide. Une telle modification, votée juste un mois et demi avant la fin de la période autorisant ce type de révision partielle, n'avait pas lieu d'être pour un projet d'une telle ampleur qui porte gravement atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, ainsi qu'à l'environnement de la ville", affirme Mme Coste. Le recours pointe également un conflit d'intérêt. "Victor Tonin, un des adjoints de la ville, est actionnaire du laboratoire d'analyses médicales Sel Mazarin, qui a un contrat d'exclusivité avec la polyclinique. Au regard du Code général des collectivités, il n'aurait pas dû participer au vote de la révision du POS", poursuit l'opposante. Dans les rangs de la municipalité, on croise les doigts pour que les magistrats restent de marbre face à ces attaques. Car une annulation du vote laisserait planer une sacrée épée de Damocès sur le projet. "Normalement, il faudrait s'en remettre à la révision globale du POS que la ville a engagée et qui doit prendre au moins deux ou trois ans", explique Mme Coste. Et même si la municipalité ne manquerait pas d'interjeter appel de la décision, l'hypothèque resterait forte... fragilisant un peu plus un projet en mal de consensus et qui a déjà provoqué le dépôt de plus de 30 recours...

William Allaire

Mericq fait ses emplettes dans le Var

83. LA GARDE. Présente sur les métiers du mareyage, du négoce et de la transformation du poisson, la société lot-et-garonnaise Méricq a racheté au début du mois de juin dernière la société Gastronomer implantée à La Garde. Cette dernière, spécialisée dans la vente de produits de la mer à destination des entreprises de la RHD, emploie 11 personnes et affiche un CA de 3,8 M€. Cette reprise marque la volonté du groupe lot-et-garonnais de renforcer sa présence en région Paca. Elle fait suite à la création, en mai 2009, d'une antenne sur le Min de Cavaiillon et à l'ouverture d'un autre site de vente à Toulon, en fin d'année dernière. Avec un effectif de 270 personnes, Méricq a commercialisé 19 600 tonnes de produits en 2009. Ce groupe, dont le CA prévu en 2010 devrait atteindre les 113 M€, regroupe quatre plateformes logistiques situées à proximité de Bordeaux, Agen, Carcassonne et Avignon, de six

sites de Mareyage (à la Rochelle, Royan, Arcachon, Capbreton, Ciboure et Port-Vendres), de cinq sites de négoce (à Agen, Capbreton, Carcassonne, Cavaiillon et Toulon) et d'un site de transformation (à Estillac). PB

Jerôme Antoine groupe sous sauvegarde

EXCLUSIF 04. BARCELONNETTE. La société Antoine parfumerie groupe et sa holding Antoine Jérôme groupe, viennent d'être placées sous procédure de sauvegarde. Le groupe s'est constitué par la reprise, en plusieurs épisodes, d'une douzaine de parfumeries à Marseille et dans sa région, sous l'enseigne Passion beauté (SI 634). En 2009, il a réalisé un chiffre d'affaires de 12,84 M€ (RN : 180 K€). JG

● Administrateur judiciaire :
M^e Frédéric Avazeri (Marseille),
Mandataire : M^e Laure Simon
(Marseille).

La Grande Récré s'installe à Bollène

EXCLUSIF 84. BOLLÈNE. Spécialisée dans le négoce de jeux et de jouets, l'enseigne La Grande Récré a programmé de s'implanter à Bollène. Cette nouvelle implantation se fera sur le Parc d'activités Agrippa, situé à Bollène et développé par les sociétés GCC et Eurinvim. L'enseigne a retenu à la location plus de 800 m². L'ouverture de ce nouveau magasin est attendue au mois de novembre 2010. Avec cette nouvelle venue, le Parc d'Agrippa, dont nous annonçons la création en juillet 2009 (SI 671), affiche désormais complet. Au final, ce sont quelque 5 500 m² de bâtis qui ont été développés avenue Jean Moulin. Cinq enseignes sont présentes sur le site avec Kiabi, Gemo, Optic 2 000, Zeeman (discounter textile) et O Wok (restauration asiatique). Le nouveau parc d'activités aura permis la création d'une cinquantaine d'emplois. Plus de 5 M€ auront été investis dans ce programme. PB

ACCIDENTS

Nous ne traitons dans cette rubrique que des sociétés réalisant un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 1 M€.

■ METALLURGIE

13. GARDANNE. **Care Sarl** (Construction acier réalisation études), une société spécialisée dans les structures métalliques, a été liquidée (CA 2008 : 4,54 M€, effectif : 22). Liquidateur : M^e Dominique Rafoni (Aix).

■ BÂTIMENT

13. MARSEILLE. **Sek électricité Sarl**, une société spécialisée dans les installations électriques, est en redressement judiciaire (CA 2,82 M€, effectif : 25). Mandataire : M^e Michel Astier (Marseille), administrateur ; M^e Frédéric Avazeri (Marseille).

83. LE MUY. **Fonçage horizontal Sarl**, une société de VRD et de terrassement, a été placée sous procédure de sauvegarde (CA 2008 : 3,26 M€, effectif : 12). Mandataire : M^e Georges-André Pellier (Fréjus).

■ TRANSPORT

13. SENAS. **Semaloc Sarl**, un transporteur routier de fret, a été placé en RJ (CA 2008 : 3,12 M€). Mandataire : M^e Pierre Julien (Tarascon).

84. CHEVAL-BLANC. Les deux sociétés du groupe **TAM (Transport affrètements Méditerranée Sarl et la Société nouvelle Carasso)**, ont été placées sous procédure de sauvegarde (CA 2008 : 7 M€, RN : -199K€). Mandataire : M^e Jean-François Aubert (Avignon), Administrateur ; Selarl St Rapt et Bertholet (Cavaiillon).

■ COMMERCE

06. CARROS. **GL Import SAS**, un importateur en biens domestiques, a été liquidé (CA 2009 : 1,22 M€, effectif : 12). Liquidateur : M^e Pierre Garnier (Mougins).

13. MARSEILLE. **Pro thermie confort Sarl**, un grossiste en fournitures pour la plomberie et le chauffage, a été liquidé (CA 2007 : 4,17 M€, effectif : 14). Liquidateur : M^e Jean-Pierre Louis (Marseille).

Zoom

Vie des entreprises

Territoires

Projecteur

Décideurs

TOURISME

Culturespaces renforce ses positions aux Baux

EXCLUSIF 13. LES-BAUX-DE-PROVENCE. Spécialisée dans la gestion et la valorisation de douze monuments et musées du patrimoine culturel français (20 M€ de chiffre d'affaires, deux millions de visiteurs par an dont près de la moitié étrangers), Culturespaces (Paris) devrait reprendre l'exploitation de la Cathédrale d'images des Baux-de-Provence d'ici fin 2010. La structure, qui gère déjà le Château des Baux depuis 1993 (280 000 visiteurs par an), s'est vu attribuer par la mairie une concession pour 10 ans. Elle envisage d'investir environ 2 M€ sur le site, tant dans la modernisation de son accueil et de sa scénographie que dans sa future programmation. Le lieu pourrait fermer six mois pour travaux et rouvrir avant l'été prochain. Il devrait être également rebaptisé "Carrière d'images". Aujourd'hui, la fréquentation annuelle du monument varie de 150 000 à 250 000 visiteurs, selon les projections qui sont réalisées dans son enceinte (actuellement, l'exposition concerne l'Australie). Culturespaces voudrait la stabiliser dans la tranche haute, en développant les synergies avec le Château et les autres musées des Baux. Son équipe aux Baux pourrait passer à l'avenir de 15 collaborateurs aujourd'hui (en équivalent temps plein) à 25. Du 24 au 26 septembre, Culturespaces renouvelle par ailleurs son spectacle médiéval "A l'assaut du Château", à raison de deux représentations par jour, avec 1 000 reconstituants venus de toute l'Europe. La réadaptation du lieu, par l'installation de tribunes, devrait permettre de passer de 18 000 à 20 000 spectateurs. Enfin, également gestionnaire du Théâtre antique d'Orange (200 000 visiteurs hors festivals et concerts), Culturespaces songe à redéployer sur ce site sa stratégie de production de spectacles. Deux projets historiques et culturels seraient à l'étude pour l'été 2011.

Jean-Christophe Barla

● Directeur du Château des Baux et du Théâtre antique d'Orange : **Mathieu Defline**.
Site internet : www.chateau-baux-provence.com

étudiants chinois. En année 1, l'effectif attendu est de l'ordre de 200. Deux diplômés y seront préparés : le DBA créé en 2009 et un International Brand Management, qui est une adaptation au marché chinois d'un diplôme phocéén. JG

TOURISME

Voyageurs associés dans une zone de turbulence

MARSEILLE. **Jacky Pilo** n'a pas de chance. Après un cambriolage de son matériel informatique en mai dernier, le tour operator, qui œuvre sous l'enseigne Voyageurs associés (PHS Voyages Sarl) depuis 1982 et qui est surtout spécialisé, aujourd'hui, sur le sud-est asiatique, vient de se placer sous la protection du tribunal de commerce. Aucun licenciement n'est à l'ordre du jour, mais selon le gérant de la société, le redressement sera long et il prévoit une période de sauvegarde de 12 à 18 mois. La société, qui perd de l'argent depuis 2008, avait réa-



COMMUNICATION

MCM consultants

confirme son recentrage

EXCLUSIF MARSEILLE. MCM consultants, agence de RP qui avait amorcé un recentrage de ses activités vers le secteur de l'enseignement, en travaillant depuis plusieurs années déjà pour de grandes écoles de commerce, confirme son repositionnement. L'agence, qui emploie six personnes, réalise déjà 60% de son CA dans ce secteur. Le phénomène devrait aller en s'accroissant si l'on considère que les universités, qui ont désormais une autonomie budgétaire, vont pouvoir communiquer. **Elodie Aupretre** et **Magali Cise** ont rejoint l'équipe cette année pour faire face au développement. Magali Cise est plus particulièrement en charge de l'international où l'enseignement va recruter non seulement des élèves mais aussi des professeurs. Déjà en charge des RP de nombreuses écoles d'ingénieurs prestigieuses, d'universités et de PRES, l'agence vient de gagner deux nouveaux budgets avec les IAE de Paris Sorbonne et de Grenoble.

Jusqu'en 2006, l'agence de **Marie-Claude Magnan** évoluait principalement dans le secteur de l'agro-alimentaire et dans les grands projets d'urbanisme pour de grands donneurs d'ordre. BS

● CA 2009 : environ 540 K€, prévisionnel 2010 autour de 600 K€.

FORMATION

Euromed va ouvrir un campus en Chine

EXCLUSIF MARSEILLE. Euromed Marseille, école de management, va ouvrir un campus en Chine, en octobre prochain, à côté de Shanghai, dans la ville de Suzhu. Cette opération vient prolonger un partenariat engagé l'année dernière avec l'université Renmin (Renmin university of China) qui avait abouti à la création d'un DBA commun. Elle se fait aussi en coopération avec l'Institut franco-chinois. La ville de Suzhu ayant décidé de créer une grande extension de son campus, dont elle assume tous les investissements, cinq établissements d'enseignement supérieur français vont y apporter leur expertise. Euromed Marseille aura en charge le

management. Le Campus d'Euromed occupera 5 000 m² et il accueillera aussi bien des étudiants français, désireux de s'implanter en Chine, que des



Gestion globale
des déchets
Les solutions
VEOLIA
PROPRETÉ

Veolia Propreté
Parc de la Duranne
970 rue René Descartes
13857 Aix-en-Provence Cedex
Tel : 04 42 30 66 91
www.veolia-proprete.fr

FAIRE DU DECHET UNE RESSOURCE

En région PACA, Veolia Propreté propose à ses clients industriels, entreprises, collectivités et particuliers une offre complète de prestations pour assurer la gestion globale de tous les types de déchets : collecte, transfert, tri, recyclage, valorisation, élimination,

assainissement, nettoyage industriel. Veolia Propreté inscrit son activité dans une démarche permanente de recherche et d'innovation pour développer les filières de recyclage matière et la valorisation énergétique.

HABITAT

Pays d'Aix habitat plus solide

EXCLUSIF AIX-EN-PROVENCE. 9,58 M€ : c'est le montant de l'aide que va apporter d'ici 2015 la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) à l'office Pays d'Aix Habitat (PAH) afin de lui permettre de boucler le plan de consolidation de ses finances. Cette subvention du pompier financier des bailleurs sociaux représente "le quart de l'enveloppe des besoins sur huit ans" de l'organisme aixois (soit 38 M€ au total), selon la délibération votée par la municipalité le 16 juillet dernier. Le solde sera pris en charge par la communauté du Pays d'Aix (10,8 M€), la région Paca (6,9 M€ au titre du programme régional d'amélioration des performances énergétiques des logements sociaux), la Ville (5 M€), le conseil général des Bouches-du-Rhône (1,68 M€) et Pays d'Aix Habitat (5,8 M€). Le bailleur poursuivra en effet le plan de redressement de ses finances engagé en 2009. Un plan qui panachait hausse des loyers (+6% en quatre ans) et mesures d'économie drastiques. Ce tour de vis a commencé à produire ses effets, puisque le déficit de l'organisme est passé de 2,99 M€ fin 2008 à 537 K€ fin 2009, ramenant sa capacité d'autofinancement de -2,13 M€ (12% des loyers) à -15 K€ (0,6% des loyers). En contrepartie, Pays d'Aix Habitat s'est engagé à mettre en œuvre la feuille de route définie dans un plan stratégique de patrimoine (PSP), un document qui fixe des objectifs chiffrés en matière de construction et de réhabilitation au cours des dix prochaines années. Le bailleur a ainsi prévu d'investir 80 M€ dans la production neuve, soit un rythme de construction de 50 logements par an (dont 15 à 20% de PLAI), "sous réserve", toutefois, "de disponibilités foncières et de l'équilibre financier des opérations". Une telle cadence marquerait une nette accélération par rapport au passé, PAH n'ayant livré que 38 logements neufs entre 2002 et 2007... Sur le front de la réhabilitation, l'organisme compte investir d'ici 2020 une enveloppe "de 80 à 90 millions" dans la rénovation de 2 500 logements, sur les 5 300 de son parc. Une partie de cette somme sera consacrée, avec l'aide de la Région, à des travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (1 300 logements). La mise en place de ce plan de redressement doit permettre à PAH de sortir de la crise qu'il traverse depuis le début des années 2000. Il y a deux ans, alertée par un rapport de la Mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos), la Fédération nationale des Offices de l'habitat avait dressé un diagnostic accablant de la situation de l'organisme : explosion des coûts de structure et des frais de personnel, politique de recrutement dispendieuse, gestion des impayés et faiblesse de la construction. Pour ne rien dire des problèmes de gouvernance : entre 2001 et 2008, PAH a vu passer sept DG.

William Allaire



lisé en 2007 (dernier CA connu) un chiffre d'affaires de 11,57 M€ (RN : 20 K€, effectif : 18). JG

LOISIRS

Joa groupe va construire et exploiter un casino à La Seyne

EXCLUSIF 83. LA-SEYNE-SUR-MER. Moins connu en France que Barrière et Partouche, Joa groupe (ex groupe Moliflor, Le Canet-en-Roussillon, 66) vient toutefois d'être choisi par La Seyne pour construire et exploiter un casino. La société, sous forme de GIE présidée par **Laurent Lassiaz**, va investir environ 15 M€ pour construire un établissement de jeux au quartier des Mouissèques, et la Ville va passer avec Joa un bail emphytéotique de 20 ans, qui pourrait lui rapporter en redevances 250 K€/an, et de 10 à 15% du produit brut des jeux, tout en laissant les lieux en propriété à la commune à l'issue du

bail. Le futur casino comprendra une salle de spectacle modulable de 500-700 places, un bar et deux restaurants. Pour obtenir le droit d'ouvrir un casino, La Seyne avait demandé en 1996 son classement en station balnéaire et touristique, alors que ses chantiers navals fermaient leurs portes, et avait obtenu ce classement en 2008. MN

La station du Sauze dans l'attente pour remonter la pente

EXCLUSIF 04. LE SAUZE. Le rebond de la station du Sauze n'est pas encore à l'horizon. Le nouveau télésiège quatre places débrayable, destiné à remplacer le télésiège du Brec, ne sera en effet disponible qu'à partir de l'année prochaine, alors qu'il aurait dû être fonctionnel dès cette saison... Cet équipement de plus de 5 M€, financé essentiellement par la communauté de communes de la Vallée de l'Ubaye (CCVU), a dans un premier temps été retardé par une

série de recours contre le programme de modernisation adopté par la station. Désormais, alors que les entreprises ont été retenues et que le marché a été lancé, le projet est freiné par un désaccord entre l'exploitant privé de la station, la société Couttolenc, et la CCVU, qui n'ont pas encore signé les avenants adoptant cet équipement. Un retard d'autant plus préjudiciable que la station mise sur ce télésiège pour remonter la pente de la fréquentation, après une baisse de son CA 2009 de 3,5%, à 3 M€. Et que la société Couttolenc est persuadée qu'il amorcera une série de projets immobiliers. DA

TERRITOIRES

La Seyne va aménager 600 m de quais dédiés grande plaisance

83. LA-SEYNE-SUR-MER. Tucky, Océanide et l'Atelier 9 ont remporté le marché de maîtrise d'œuvre de l'aménagement des

quais de La Seyne, entre la grande forme des anciens chantiers navals et l'esplanade marine. La Ville cherche à accroître son offre d'accueil grande plaisance et a sollicité les collectivités locales pour l'aider à financer ces travaux, dont le prévisionnel se monte à 2,8 M€ HT. Le 6 août dernier, le BET Stucky (Nîmes, mandataire), avec Océanide (La Seyne, BET spécialisé dans le génie côtier) et le cabinet d'architecte Atelier 9 (Marseille) ont remporté ce marché de maîtrise d'œuvre pour 149 K€. Outre les 600 m de linéaire de quais à aménager, essentiellement à rehausser et à équiper d'amarrages, il s'agira de préparer la construction d'un bâtiment de service de 150 m² prolongé de stockages. A l'automne 2011, quinze postes d'amarrages devraient permettre le mouillage de navires de 30 à 80 m. MN

La zone de la Flodranche retoquée par le tribunal administratif

EXCLUSIF 05. GAP. Un véritable revers pour la municipalité gapençaise et son projet de zone d'activités de la Flodranche (SI 642). Après six recours rejetés, le tribunal administratif a en effet décidé d'annuler une délibération du conseil municipal datant d'avril 2008, sur la révision du plan d'occupation des sols et autorisant la construction de cette zone sur le plan urbanistique. La juridiction a mis en avant le fait que cette zone n'était pas réalisée en continuité avec des lieux habités, contrevenant de ce fait au code de l'urbanisme. Une désillusion d'autant plus grande que la société Alpagel (CA 2009 : 80 M€, effectif : 280 dont 77 à Gap), spécialisée dans le commerce de gros en produits frais pour la restauration, s'est déjà installée depuis juillet dans un bâtiment flambant neuf qui fait office de siège social. Pour cette installation de 5 580 m², l'entreprise a déboursé plus de 6,5 M€, entre le terrain et les bâtiments. La ville souhaitait également développer sur cette zone d'autres activités économiques et implanter une déchetterie... DA

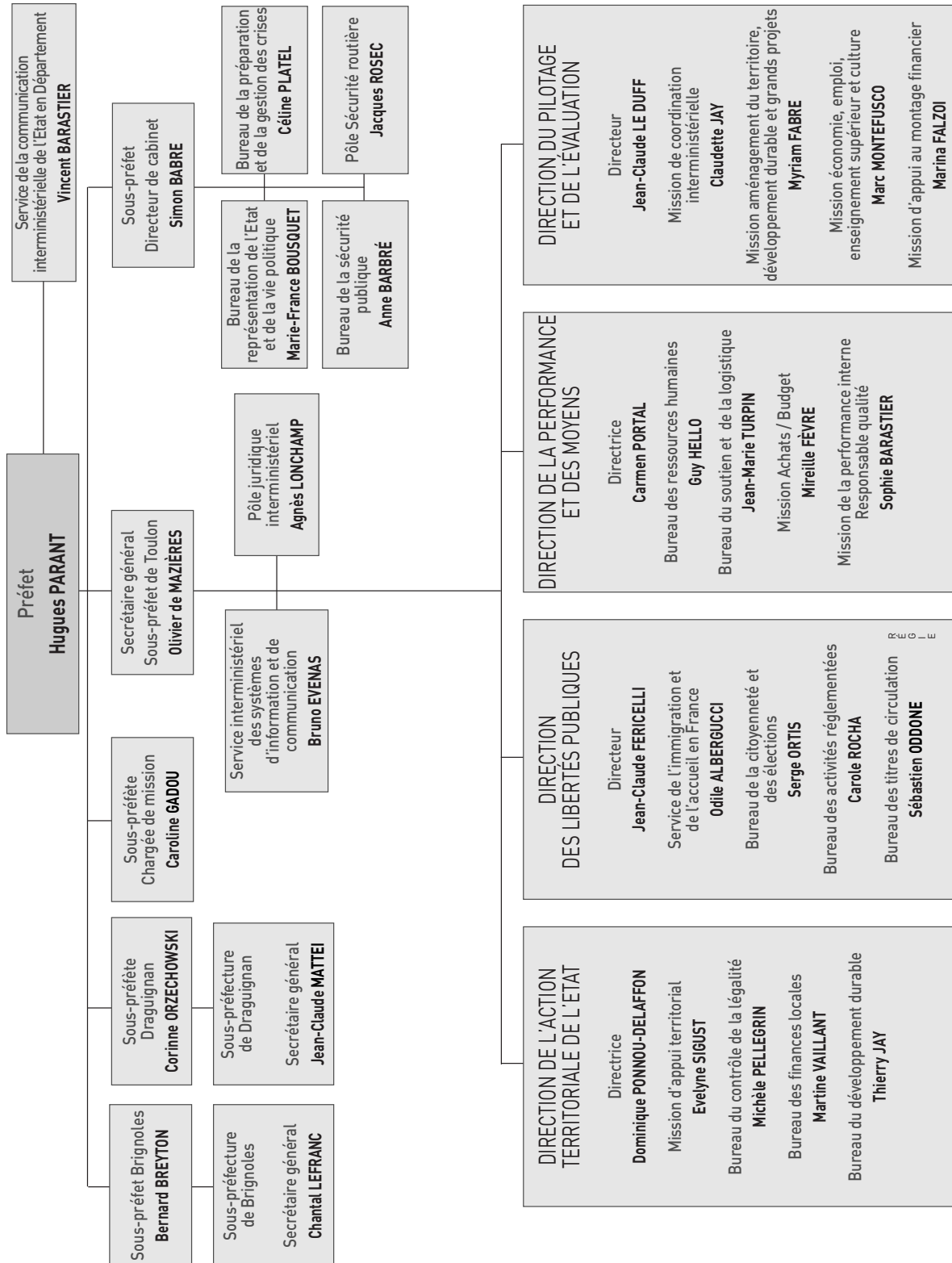
SUDOSCOPIE

Préfecture du Var

Boulevard du 112^e Régiment d'Infanterie - BP 1209 - 83070 TOULON CEDEX
Tél. 04 94 18 83 83 - Web : www.var.gouv.fr

SOUS-PRÉFECTURE DE DRAGUIGNAN
Bd Georges Clémenceau - 83300 DRAGUIGNAN CEDEX
Tél. 04 94 60 41 00

SOUS-PRÉFECTURE DE BRIGNOLES
Place du Palais de Justice - 83170 BRIGNOLES
Tél. 04 94 37 03 83



Zoom

Vie des entreprises

Territoires

Projecteur

Décideurs

“GUILLEMETS”

■ **GUY PHILIP** a quitté discrètement le Groupe Hersant Media (GHM, Paris) fin juin, quelques semaines avant le départ brutal de **DIDIER PILLET** de *La Provence* (SI 714). Il assume, malgré tout, certaines opérations qui étaient en cours. Ce personnage significatif du microcosme politique-médiatique phocéén était directeur général de GHM Sud (Groupe Hersant Médias), après avoir été en charge des relations avec les institutions... où il excellait comme ancien directeur de la communication de **JEAN-CLAUDE GAUDIN** à la Région, puis à la Ville de Marseille. Très impliqué dans les projets audiovisuels de GHM, il présidait les cinq sociétés ad hoc, créées en 2008 : AP Nice Menton, Champagne-Ardenne, Cannes-Grasse, Perpignan et Toulon-Hyères. Il part sans doute avec un grand regret : il n'aura jamais dirigé la Chaîne Marseille (LCM), dont il s'est longtemps révé président. Alors même que le groupe GHM avait décidé clairement de se désengager de ses médias audiovisuels, il continuait à maintenir la fiction inverse. Il avait ainsi déposé un dossier en début d'année pour l'attribution de la fréquence Nice Cannes. Mais il n'y avait personne devant le CSA, le jour de l'attribution, en mars 2010. C'est donc Bolloré et son projet Direct Azur qui l'avait emporté : quelques jours plus tard, le départ de Guy Philip était décidé. Il a créé, fin juin, une société, GP conseil (Marseille), où il aurait, selon une source interne à GHM, "une activité soutenue". Gageons qu'il va venir éclairer de ses lumières les équipes déjà très denses de la communication phocéenne. Guy Philip, petit-fils du compagnon du Général De

Gaulle à Londres, était la pierre angulaire visible de la volonté de GHM de lier *La Provence* aux institutions locales... Son départ ne sonne pas nécessairement le glas de ce choix tactique. Il faut rappeler que **BRUNO GENZANA** et **MAURICE DI NOCERRA**, deux proches du maire de Marseille, restent encore dans le groupe.

■ **ANTOINE DUBOUT**, président des deux commissions particulières du débat public sur les projets de terminaux méthaniens de Fos-sur-Mer, savait que le contexte local serait "sensible". Mais, jeudi 9 septembre, il ne s'attendait pas à l'annonce des associations de riverains et de protection de l'environnement, en réunion d'ouverture. Arguant de n'avoir jamais été entendues et soulignant que les engagements pris lors du débat public sur Fos2XL en 2004 n'ont jamais été tenus, elles ont quitté la salle. L'une d'entre elles a confié ne pas vouloir se prêter à "cette impression fautive d'une collaboration constructive". Seul **DANIEL MOUTET**, président de l'association de défense et de protection du littoral du golfe de Fos est resté. Mais en précisant qu'il ne s'exprimerait qu'en simple citoyen et en renonçant à son intervention programmée en tribune.

■ **CARINE FLORE NGUEMENI YONGA** doctorante en neurophysiologie à l'université de Nice Sophia Antipolis-CNRS se verra remettre, le 18 octobre à Paris, une des bourses nationales de 10 K€ attribuées par L'Oréal pour la qualité de son projet. C'est la 4^e édition de ces bourses décernées chaque année par l'Oréal France à 10 jeunes femmes qui s'engagent dans des carrières scientifiques.

MOUVEMENTS

● **MAURICE MAZIÈRE**, 57 ans, a été nommé le 1^{er} septembre à la direction du centre du CEA de Cadarache. Il succède à **SERGE DURAND**, parti le 1^{er} août prendre les rênes d'InnoEnergy, communauté internationale de la connaissance et de l'innovation sur l'énergie durable.

● **CHRISTIAN DU PAYRAT** a été nommé directeur général de la Banque populaire provençale et corse (Marseille) en remplacement de **FRANÇOIS-XAVIER DE FORNEL** qui a fait valoir ses droits à la retraite.

● **OLIVIER SANA**, 42 ans, succède à **JEAN-LOUIS JAUBERT** à la direction générale du syndicat mixte de l'Europôle méditerranéen de l'Arbois.

● **BLANDINE PELLISTRANDI**, chef de la Représentation régionale de la Commission européenne à Marseille depuis septembre 2004, a quitté ses fonctions pour rejoindre le siège à Bruxelles.

● **JEAN RAPHAËL FERNANDEZ** est le nouveau président de l'UJA, Union des jeunes avocats, du Barreau de Marseille. Élu cet été, il succède à **JOANNA TOUATI**.

● **FRÉDÉRIC DEVALLE** a été nommé directeur général délégué du groupe Pizzorno Environnement (Draguignan).

● **MARIE DE WITASSE** est la nouvelle directrice de la communication

de la SNCF en Paca. Elle succède à **DOMINIQUE ROVETTA** qui rejoint la direction aux Affaires territoriales de la région Paca.

● **ANTOINE PEVRON** a été nommé directeur technique de Saempa (Aubagne). Cette nomination fait suite au départ de **JOËL PERSONNE**, directeur général délégué.

● **GÉRARD MASSIN** a été nommé président du Conseil d'Administration de Setec international (Vitrolles), **FRANTZ DISSLER**, ancien directeur général délégué est promu DG.

● **GUY COTRET** coopté comme membre du Conseil de surveillance de la Sogima (Marseille) a été nommé président de ce conseil en remplacement de **MICHEL GONNET**.

● **CHRISTINE FANNI** a été nommée directrice générale de Mundi Partner (Aix-en-Provence).

● **RÉGIS HORMIÈRE** a été nommé président du conseil d'administration d'Autogrill Commercial Catering France (Marseille).

● **ADELINE DESCAMP** est devenue rédactrice en chef de *Méridien Mag*. Elle a occupé ce poste chez *Pratic Export*, feu le mensuel du quotidien *l'Antenne* (Marseille).

● **CATHERINE HUSSON-TROCHAIN** a été nommée première présidente de la cour d'appel d'Aix. Elle remplace **JEAN-PIERRE ATTHENONT**, nommé à la cour

LA LETTRE SUD INFOS - Hebdomadaire créé en 1992 - 68 rue de Rome - 13006 Marseille - Tél. 04 96 11 65 65 - Fax 04 96 11 65 66 - www.info-economique.com - **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Thierry Silvestre (04 96 11 65 65 - silvestre@sudinfos.com) - **REDACTION** (redaction@sudinfos.com) : **Rédacteur en chef** : Jacques Gelin (04 96 11 65 62 - gelin@sudinfos.com) - **Rédacteurs** : William Allaire (wallaire@wanadoo.fr), Jean-Christophe Barla (jchbarla@wanadoo.fr), Olivier Brunet, Pascal Burgues, Nathania Cahen (n.cahen@free.fr), Jean-Damien Chatelain, Michel Courtou, Maryline d'Asciano, Alette de Broqua, Caroline Dupuy (cdupuy@orange.fr), Sébastien Fajjean, Marina Kouby, Zoé Marti, Frédéric Maury (frederic.maury877@orange.fr), Richard Michel (richardmichel@hotmail.fr), Paul Molga, Michel Neumuller (mneumu@dub-internet.fr), Christiane Navas, Amandine Place (a.place.frigara@gmail.com), Denis Anniel, Emmanuelle Quémard (equemard@wanadoo.fr), Béatrice Somville (04 96 11 65 68 - somville@sudinfos.com), Patrick Vercesi (vipnews@wanadoo.fr), Robert Villena (robert.villena@wanadoo.fr).

Secrétaires de rédaction : Clémence Renoux, Maryline d'Asciano (04 96 11 65 64 - doc@sudinfos.com) - **Documentaliste** : Céline Bonnin (04 96 11 65 63 - bonnin@sudinfos.com) - **CONSEIL STRATÉGIQUE** : Patrice Rivier - **MISE EN PAGE** : Gilles Bourgeade (carpe.diem.graphic@wanadoo.fr) - **ABONNEMENTS** : Eric Hadida (04 96 11 65 60 - hadida@sudinfos.com), Katia Mahnounge (04 96 11 65 65 - mahnounge@sudinfos.com) - **PUBLICITE** : Régie Média : Frédéric Jouffrey (04 91 54 98 98 - fjouffrey@regiemedia.net), Caroline Brackes (04 91 54 98 98 - cbrackes@regiemedia.net) - **IMPRESSION** : ImpAct Imprimerie, 10 domaine Vautès, 34980 Saint-Gély-du-Fesc.

La Lettre Sud Infos est éditée par la SARL Sésame - Siège social : 68 rue de Rome - 13006 Marseille - RCS Marseille B 349 669 499 Principal actionnaire : Idecom - CPPAP : 0111 | 88157 - ISSN 1240-960X - Date dépôt légal : juillet 2004 - Prix du n° : 14 € TTC - Abonnement 1 an à 40 n° + service électronique : 629 € HT.

L'abonné d'une publication (support papier ou numérique) n'acquiert qu'un droit d'usage de cette publication. Toute reproduction de l'information, même partielle et quel que soit le procédé, est interdite et constitue une contrefaçon, délit pénalement sanctionné.

Top 5 des partenaires de Sud Infos

Voilà le Top 5 des partenaires annonceurs qui nous accompagnent avec constance dans la Lettre Sud Infos hebdomadaire :

- Crédit Agricole Alpes-Provence
- EDF Direction régionale Paca
- Mutuelles du Soleil
- Optelia Intellis
- Société Marseillaise de Crédit

Ils nous font confiance, pourquoi pas vous ?

Vous souhaitez communiquer ?
Frédéric Jouffrey : tél. 04 91 54 48 83

Vous souhaitez devenir partenaire ? Pierre Danthez : tél. 06 21 05 15 73